

ARCHIDIOCÈSE DE DOUALA



S.E. Mgr Samuel Kleda
Archevêque de Douala

LETTRE PASTORALE

**de S.E Mgr Samuel KLEDA sur le climat social au
Cameroun à la veille de l'élection présidentielle**

d'octobre 2025

*« Si donc je vous ai lavé les pieds moi, le Seigneur et Maître,
vous devez aussi vous laver les pieds les uns aux autres » (Jn 13, 14).*

Aux prêtres ;

Aux religieux et religieuses ;

Aux fidèles laïcs ;

Aux âmes de bonne volonté ;

Aux autorités publiques.

INTRODUCTION

En cette période où nous nous préparons à élire un Président de la République, j'ai décidé de m'adresser à vous chers fidèles du Christ, et hommes et femmes de bonne volonté. Choisir un Président de la République est un devoir citoyen qui incombe à chacun d'entre nous, et qui engage l'avenir de notre pays. C'est pourquoi notre acte citoyen doit permettre de poser les jalons d'une société nouvelle et prospère, fondée sur la paix et la justice, et tournée vers le bien-être de nous tous.

Elevons donc en ce temps, nos voix vers notre Dieu Tout-Puissant, afin que toutes nos aspirations au bonheur se réalisent dans la paix.

Frères et sœurs en notre Seigneur Jésus-Christ.

- 1- En cette veille de l'élection présidentielle, d'octobre 2025, dans notre pays, je vous invite tous à vous joindre à moi votre frère pour qu'ensemble, nous élevions nos voix vers le Dieu Tout-Puissant pour implorer la paix pour notre pays, l'esprit d'amour et de service dans les familles et pour chacun d'entre nous.
- 2- Au Cameroun notre cher et beau pays, nous avons un grand besoin de paix, de justice et de réconciliation, en ce moment délicat de son histoire. Alors que nous nous préparons à aller choisir le prochain Président de la République, notre société est secouée par de multiples maux qui affligent toutes les couches sociales.
- 3- En nous appuyant sur notre foi, nous crions nos peines vers notre Seigneur (cf. Ex 3, 9), qui est le Prince de la Paix (cf. Is 9, 6), et disons notre espérance de vivre dans la paix.
- 4- Par ce message, j'invite toutes les personnes de bonne volonté à un changement de mentalité et d'attitude, à une transformation intérieure profonde, à un nouveau cheminement et à un renouvellement de notre vie pour être des « *artisans de paix* » (Mt 5, 9), selon la volonté de notre Seigneur. Accueillons dans cette ligne l'appel de notre Seigneur dès le début de son ministère : « *Les temps sont accomplis : le règne de Dieu est tout proche. Convertissez-vous et croyez à l'Évangile* » (Mc1,15).
- 5- La paix est un bien précieux, objet de notre espérance. L'espérance est la vertu qui nous met en chemin, qui nous motive pour aller de l'avant, même quand les obstacles semblent nombreux et insurmontables. Notre communauté porte dans sa mémoire et dans sa chair les signes de souffrances atroces qui frappent particulièrement les plus pauvres et les plus faibles, pris en otage par des chaînes de la corruption et de l'injustice. Aujourd'hui encore, tant de citoyens sont soumis au supplice de l'humiliation, de l'exclusion sociale, de l'injustice, ainsi que des traumatismes de l'acharnement systématique contre eux-mêmes et leurs proches.

6- Le malaise qui ronge notre pays à l'heure actuelle et qui provoque un mécontentement généralisé dans les cœurs des citoyens en cette période préélectorale, prend sa source dans des actes anti évangéliques qui sont institués dans la gestion de notre pays. Nous nous faisons le devoir de les rappeler à la conscience de tous :

- **La mauvaise gouvernance et la corruption ;**
- **La démocratie dévoyée ;**
- **La pauvreté généralisée et le chômage ;**
- **L'immigration clandestine ;**
- **Le délabrement du réseau routier ;**
- **L'accès difficile à l'eau et à l'électricité ;**
- **La gestion nébuleuse du pétrole ;**
- **Les injustices dans l'exploitation minière ;**
- **Les crises anglophone et sécuritaire à l'Extrême Nord.**

7- Ces maux, si souvent décriés, pervertissent les relations entre les citoyens et les gouvernants, engendrent l'abus de pouvoir et l'injustice. Or, à l'heure actuelle et en tout temps, notre pays a soif d'une justice sociale qui s'exprime par le respect des droits de la personne humaine et le développement de tout ce qui lui permet de s'épanouir et de réaliser sa vocation.

I- LA MAUVAISE GOUVERNANCE ET LA CORRUPTION AU CAMEROUN

8- A maintes reprises, nous avons dénoncé la corruption dans notre pays (**cf. *Lettre pastorale sur la conversion des cœurs et des mentalités pour une bonne gouvernance au Cameroun, Carême 2022***), sans qu'une action efficace des pouvoirs publics soit mise en place en vue de son éradication. Aujourd'hui, force est de reconnaître que notre pays le Cameroun est gangrené par le grave phénomène de la corruption. Cela peut se vérifier dans tous les domaines de la vie sociale jusque dans la vie ordinaire : l'administration, l'éducation, la finance, les marchés publics, l'armée, la police, la gendarmerie, la justice, la religion, la santé publique.

- 9- Cette corruption ne se manifeste pas seulement par le pillage et le gaspillage des ressources publiques, mais elle est aggravée par le train de vie exponentiel des membres du gouvernement, alors qu'une grande majorité de citoyens crève de faim. La conséquence qui en découle est que la corruption paralyse le fonctionnement même de l'État, crée des injustices et des inégalités au sein de la population et plonge toute la société dans le désespoir face à un lendemain incertain et hypothéqué.
- 10- La mal-gouvernance et la corruption qui gangrènent notre pays s'expliquent par le fait que le citoyen camerounais n'est plus au cœur des préoccupations des dirigeants ; l'intérêt général n'est plus pris en considération, le bien-être de tous est devenu une promesse fallacieuse. L'accent est plutôt mis sur l'individu, le groupe, le clan, l'ethnie, le lobby, en sacrifiant la majorité de la population, la poussant ainsi vers la paupérisation et la misère. La mal-gouvernance freine la croissance sociale, économique et même religieuse de notre pays. Elle détruit les acquis, compromet les aspirations légitimes des citoyens, met en péril la confiance entre le peuple et les gouvernants et le conduit sournoisement à l'asphyxie et à la mort.
- 11- Face aux méfaits de la mal-gouvernance et de la corruption, nous interpellons la conscience des gouvernants et celle de leurs partisans directs ou indirects, passifs ou actifs sur tous ces maux qui contribuent à détruire le Cameroun et à hypothéquer l'avenir des millions de personnes, surtout des jeunes. En assumant la mission prophétique qui m'incombe, j'invite chacun à prendre ses responsabilités, et à s'impliquer davantage dans la transformation des mentalités, des comportements et des pratiques pour un Cameroun meilleur. Comme le dit si bien le Seigneur au prophète Ézéchiël : *« Et toi, fils d'homme, je fais de toi un guetteur pour la maison d'Israël. Lorsque tu entendras une parole de ma bouche, tu les avertiras de ma part »* (Ez 33, 9).

II- LA DEMOCRATIE DEVOYEE

- 12- Dans un État de droit, la démocratie est, selon ses principes de base, un cadre d'échanges entre les acteurs politiques et sociaux, basé sur la justice, le respect des opinions, des libertés individuelles, de la liberté d'association, et la sauvegarde des droits de chaque personne, en particulier des plus faibles. Il s'agit donc d'un moyen essentiel de participation citoyenne dans l'animation de la vie sociale, laquelle est orientée vers le développement de la nation en vue d'offrir aux citoyens de meilleures conditions de vie.
- 13- Le dialogue est un pilier fondamental de la démocratie. Si les acteurs politiques ne dialoguent pas, cette praxis ne peut produire de bons fruits. Une démocratie où les acteurs politiques sont méprisés, brutalisés, embastillés, est vouée à l'échec. Par la démocratie, nous avons le devoir de consolider le vivre - ensemble dans la paix, au moment où certains accentuent le repli identitaire. Il s'agit en ce moment historique de notre pays, de nous engager à construire ensemble un avenir basé sur la justice, la fraternité et l'amour.
- 14- La démocratie, si elle est comprise comme telle, implique donc la tolérance, le dialogue, la transparence, la justice et la vérité. Mais la réalité des événements que nous vivons au quotidien ne nous encourage pas à proclamer que la démocratie camerounaise obéit véritablement aux critères universels. Cela vient du fait qu'elle est entachée par la violence institutionnelle, les intimidations, l'absence de transparence, de vérité et de justice.
- 15- Fort de ce triste constat, Il est donc urgent d'inculquer une éducation démocratique aux acteurs sociaux, notamment : les tenants des institutions républicaines et ses démembrements ; les forces de l'ordre et de sécurité, les responsables des partis politiques et les acteurs de la société civile. Une démocratie qui ne respecte pas le choix du peuple souverain expose le pays à des périls. Il n'est pas moralement acceptable d'organiser des élections dont les résultats sont connus d'avance et décidés par une poignée d'individus. Il est moralement inacceptable que la validation des candidats aux élections soit entourée de suspicion, de controverse et de manipulations politiques.

- 16- Nous apprenons que le scrutin présidentiel de 2018 a mobilisé 50 milliards de Fcfa, et que celui de 2025 nécessite entre 65 et 70 milliards de Fcfa. Pourquoi donc tout ce gaspillage lorsqu'on connaît déjà le vainqueur ? Autant ne pas organiser les élections pour ne pas appauvrir davantage les Camerounais. Pourtant, ces budgets, qui finissent souvent dans les poches des agents de l'Etat, peuvent être investis dans la construction des infrastructures routières, hospitalières et éducatives.
- 17- Nous ne devons pas nous accommoder de ces mauvaises pratiques. Le Pape Léon XIV utilise le symbole de l'herbe pour nous édifier sur la loi naturelle. Il enseigne que comme une herbe, notre existence n'est pas immobile, elle est appelée à se régénérer constamment dans le don de l'amour (*cf. Homélie du Pape Léon XIV, messe de clôture de la Journée mondiale des jeunes, Rome, 03 août 2025*). Ce rappel ne doit pas nous effrayer, mais c'est ce que nous souhaitons pour notre pays.

III- LA PAUVRETE ET LE CHOMAGE

- 18- La pauvreté et la misère, signes évidents d'une économie qui s'effondre, frappent beaucoup de Camerounais. Le nombre de personnes qui ne travaillent pas augmente dangereusement chaque année. Le taux de chômage est très élevé, indice d'une santé économique visiblement catastrophique.
- 19- Entre 2009 et 2016, 2018 et 2022, 2316 sur 6458 entreprises se sont fermées au Cameroun. (*cf. Annuaire statistique du Sous-Secteur Travail et Sécurité Sociale*). Un autre rapport mentionne qu'environ 7 entreprises sur 10 créées entre 2010 et 2015 ont fermé leur porte. Le Cameroun avait 188 entreprises publiques, n'en compte plus qu'une quinzaine aujourd'hui, en 2025 et dont la plupart sont sous perfusion.

- 20- Selon le rapport de l'Institut National de la Statistique (INS), suite à l'Enquête Camerounaise auprès des Ménages (**cf. ECAM 5 du 30 avril 2024**), le taux de pauvreté au Cameroun en 2024 est estimé à environ 37,7%. Ce qui signifie que près de 4 personnes sur 10 vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit 10,1 millions de Camerounais vivant avec moins de 1000 FCfa par jour. Plus concrètement, le seuil de pauvreté au Cameroun est établi à 813 Fcfa par jour, soit environ 37,7% de la population qui vit quotidiennement avec ce montant dérisoire. Les facteurs à l'origine de cette situation sont : le manque de croissance économique, les inégalités et les injustices dans la redistribution des richesses, les chocs endogènes et exogènes, avec un impact négatif sur le pouvoir d'achat, de consommation et sur la qualité de la vie de millions de Camerounais.
- 21- Ces rappels que nous présentons, permettent de mieux comprendre la situation qui prévaut aujourd'hui. La pauvreté au Cameroun est un facteur très préoccupant, vu le nombre croissant de personnes qui luttent au quotidien pour survivre avec des revenus très bas. Ainsi se creuse chaque jour la fracture entre les gouvernants et les citoyens, à cause de l'accroissement des inégalités sociales, le refus de promouvoir un développement humain intégral profitable à tous.
- 22- Le défi à relever par les dirigeants de notre pays, réside dans le respect et la mise en application de la notion du bien commun. Cela signifie qu'ils doivent tout faire pour que les richesses de notre pays profitent à tous les citoyens. Il est scandaleux de constater qu'il y a certains Camerounais meurent de faim, d'autres faute de moyens pour se faire soigner, et d'autres encore qui vivent dans la misère, alors qu'une minorité baigne dans une opulence arrogante. Chaque Camerounais, quelle que soit sa classe sociale, a droit aux richesses de son pays, car elles nous appartiennent à tous, elles ne sont pas la chasse gardée d'une petite minorité ou d'un clan. Autour de nous, beaucoup de personnes sont blessées dans leur dignité par la pauvreté et la misère. Notre vœu le plus ardent est que les Camerounais puissent vivre ensemble comme des frères et des sœurs, et que tout homme soit considéré comme un frère bien-aimé au nom de notre foi (**cf. Phlm, 17**).

23- Travailler est un droit absolu et une nécessité pour toute personne. Il lui permet de réaliser sa vocation de personne, de participer au développement de la société et d'être au service des autres. C'est pourquoi le Pape François écrivait : « *Le travail est un facteur indispensable pour construire et préserver la paix. Il est l'expression de soi et de ses propres dons, mais aussi effort, fatigue, collaboration avec les autres, puisqu'on travaille toujours avec ou pour quelqu'un. Dans cette perspective fortement sociale, le travail est le lieu où nous apprenons à donner notre contribution pour un monde plus vivable et plus beau* » (**Message du Pape François pour la 55e Journée Mondiale de la Paix, Janvier 2022**). Ainsi, chaque personne a le droit de travailler et il revient à ceux qui nous gouvernent de le leur accorder.

IV- L'IMMIGRATION CLANDESTINE

24- La jeunesse camerounaise est dans la détresse, sans avenir, sans perspectives. Les jeunes sont contraints de partir vers d'autres cieux à la recherche d'un emploi décent et de meilleures conditions de vie et d'éducation que leur pays, le Cameroun, ne peut leur offrir. Les facteurs à l'origine de cette situation sont : la pauvreté croissante, un taux de chômage général estimé à 74 %. Les jeunes se jettent sur les routes de l'exil ou de l'immigration clandestine, malgré tous les risques qu'ils encourent au désert du Sahara et dans la Méditerranée.

25- Cet exode des cerveaux vide notre pays, des jeunes intelligents, qualifiés, des scientifiques, des ingénieurs, des professionnels de la santé au profit des pays offrant de meilleures conditions de vie et de travail. L'emploi se fait très rare pour les jeunes issus des familles pauvres. Dans un contexte d'injustice généralisée, les recrutements se font à coups de recommandations, au détriment de ceux qui n'ont personne dans les sphères de l'Etat. Les jeunes de notre pays sont les victimes directes des maux sociaux tels que : la corruption, l'injustice, les abus de pouvoir, le tribalisme et les ambitions hégémoniques. A ceux-ci, il faut ajouter la pauvreté et la misère. Ne pouvant supporter cette situation, beaucoup prennent le chemin de l'immigration et meurent en chemin avant même d'atteindre la destination rêvée.

26- Aujourd'hui, le chômage des jeunes constitue un fléau grave dans notre pays. Des jeunes qui ont étudié, se retrouvent sans emploi et sans avenir. Les candidats à l'immigration se recrutent dans ce groupe de jeunes qui se jettent sur les routes qui conduisent vers les pays du Nord. Face à cette situation sans issue, laissons-nous éclairer par la racine de la foi chrétienne, la tradition juive (règle rabbinique) : « *L'homme a le devoir d'enseigner à son fils un métier ; quiconque n'enseigne pas un métier à son fils, lui apprend à devenir un voleur* » (Tosephta) ; « *Toute étude de la Loi qui n'est pas unie à un travail est vaine et pousse au péché* ».

Un jour, l'histoire portera dans la conscience des gouvernants la mort de certains jeunes camerounais sur les chemins de l'immigration.

V- LE DELABREMENT DU RESEAU ROUTIER

27- Chaque personne de bonne foi constate que le réseau routier national est en état de délabrement général, quelle que soit la Région. D'après des statistiques du Ministère des Travaux publics, 17, 67% de routes sont en mauvais état, contre 11,17% de routes en bon état. Dans cette tranche, aucune des dix régions du pays n'enregistre 25% de routes en bon état. Conséquences, presque tous les bassins agricoles sont enclavés et cela a un impact considérable sur le développement. Aussi, nos routes sont marquées par des nids de poule et des fissures béantes qui causent de nombreux accidents mortels. Pourtant, des sommes considérables sont investies par le gouvernement pour la construction ou la réhabilitation des routes, sans résultat probant. Pourquoi en-sommes-nous arrivés là ? Tout simplement parce que l'octroi ou la soumission d'un marché public en général (construction d'une route, d'un édifice public, livraison du matériel...) est conditionné par des rétro commissions. Très souvent, les différents projets ne sont pas totalement ou presque pas réalisés, soit parce qu'ils sont attribués aux entreprises fantômes, fictives, non qualifiées, appartenant parfois à des proches, à des amis ou aux groupes de lobbies, soit à cause de la longue chaîne des procédures administratives et de la corruption qu'ils doivent subir. Bien que connus, les auteurs ne sont nullement inquiétés. Au contraire, de nouveaux marchés publics leur sont toujours octroyés, et les mêmes causes produisent alors les mêmes effets (*cf. Lettre pastorale sur la*

conversion des cœurs et des mentalités pour une bonne gouvernance, No 13). Aucun pays au monde ne peut fonctionner de cette manière et ne saurait abandonner sa population dans une telle situation.

VI - L'ACCES DIFFICILE A L'EAU POTABLE ET A L'ELECTRICITE

28- Le taux de couverture en eau potable au Cameroun est encore loin d'être satisfaisant dans un pays qui regorge d'énormes potentialités hydrauliques. Les statistiques officielles évoquent une couverture estimée à 82% en milieu urbain et 52 % en milieu rural (*cf. Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi - DSCE 2010-2020*). Cependant, ces chiffres, très souvent manipulés et mensongers, ne reflètent pas toujours la réalité du terrain. Beaucoup de familles démunies sont privées d'eau potable et doivent parcourir de longues distances pour s'approvisionner. A peine 43% de la population rurale et des quartiers pauvres des grandes villes a accès à des installations sanitaires de base. Selon ce document, d'autres projets hydrauliques ont été annoncés depuis des années, mais n'ont jamais vu le jour. A l'origine de cette situation, des considérations politiques, des lenteurs bureaucratiques, des procédures interminables, la corruption et le manque de transparence.

29- En ce qui concerne l'électricité, en 2024, le taux de couverture officiel est de 68%. Mais en réalité, les écarts sont énormes entre les milieux urbains et ruraux. Selon les résultats de la 5^e Enquête Camerounaise sur les Ménages - Ecam 5 publiés, le 26 avril 2024, par l'Institut National de la Statistique (INS), il existe une disparité flagrante entre le taux d'accès à l'électricité en milieu urbain et en zone rurale. Soit 87,6% dans les zones urbaines du Cameroun et seulement 28,4% dans les zones rurales. Le constat est que le déficit en énergie électrique ne permet pas d'alimenter convenablement les populations. Celles-ci doivent subir au quotidien, des coupures intempestives de l'électricité qui paralysent les activités économiques.

30- Pourtant, de nombreux projets de développement énergétique, tels que les barrages hydroélectriques ont été annoncés à grand renfort de propagande. En réalité, lesdits projets n'ont pas été conçus pour apporter des solutions aux préoccupations des Camerounais, mais pour enrichir les fonctionnaires véreux à travers les rétro commissions. Les populations attendent toujours que les barrages de Mape, Mokolo, Mekin, Memvele, Lom Pangar, Nachtigal, etc, tournent à plein régime, et leur apportent de l'électricité. Mais au lieu de cela, elles continuent de subir les délestages avec un impact négatif sur leurs activités économiques. L'électricité est devenu un luxe dans notre pays.

VII- LA GESTION NEBULEUSE DU PETROLE

31- Depuis 1977, le Cameroun produit le pétrole. Mais sa gestion est nébuleuse et opaque. Elle est devenue en réalité, une affaire de famille ou de clan. Les revenus issus de la commercialisation de ce pétrole sont très souvent détournés au profit d'une petite minorité, privant le Cameroun des ressources essentielles pour son développement. La transparence dans la gestion du pétrole camerounais est tout un mystère, car le domaine des hydrocarbures est confisqué par un groupe d'individus qui s'attribue des marchés d'exploration, de forage, les contrats pétroliers, la commercialisation. Les nominations des responsables en charge des hydrocarbures, les dépenses et les recettes, se font dans des officines secrètes.

32- Cette pratique est nuisible au développement économique et social du Cameroun, car les revenus pétroliers ne profitent pas équitablement à toute la population. Ces fonds estimés à des centaines de milliards que les tenants des hydrocarbures détournement massivement peuvent permettre d'investir dans les domaines tels que l'éducation, la santé, les infrastructures routières. Mais, il est regrettable de constater que les hydrocarbures sont, non pas au service de l'économie nationale, mais, la chasse gardée d'un cercle restreint du pouvoir politique qui exerce une tutelle directe de la Société Nationale des Hydrocarbures, qui s'attribue les marchés, les postes et s'arroe tous les droits et privilèges alors que la majorité croupit dans la misère. Notre pétrole doit être géré selon la justice, et la transparence, et doit profiter à tous.

VIII- L'INJUSTICE DANS L'EXPLOITATION MINIERE

- 33- Depuis plus de 80 ans, l'or est exploité dans la Région de l'Est-Cameroun. L'on y recense 51 secteurs miniers, 509 chantiers actifs et 48630 artisans miniers. Les populations ont fondé leurs espoirs et leur avenir sur l'exploitation de l'or. Au contraire, ce métal précieux a plutôt apporté la pauvreté et la misère dans la Région du soleil levant. De fait, son exploitation est accaparée par des fonctionnaires sans scrupules qui y ont installé des réseaux de complices, de facilitateurs et de prédateurs.
- 34- A dessein, le gouvernement ne semble pas instaurer des mesures fortes visant à réduire les trafics, les fraudes, les inégalités salariales, la corruption, et l'exploitation abusive des terres. Les populations ne peuvent bénéficier des minerais issus des terres de leurs ancêtres. Des milliards de Fcfa sont engloutis dans la fraude et la corruption avec des complicités dans les hautes sphères de la République. Des fonctionnaires qui s'estiment puissants ne respectent aucune loi. Pour preuve, le code minier stipule que : « L'exercice de l'activité artisanale est réservé aux seuls Camerounais titulaires d'une carte individuelle de prospection » (*Loi No 2023/014 du 19 décembre 2023, Article 20. 1*). Or dans la pratique, la situation sur le terrain est marquée par l'occupation illégale de vastes étendues de terres par des personnes sans foi ni loi. Les autorités obtiennent des permis d'exploitation, et les bradent aux étrangers sous le prétexte que ce sont des partenaires technico financiers. Pendant ce temps, les populations sont dépossédées de leurs terres, à la grande indifférence des autorités.
- 35- Nous devons dénoncer cette situation qui crée des frustrations et la colère au sein des populations. Le bien commun ne devrait pas profiter à une seule classe et c'est sa mauvaise répartition qui conduit à des revendications et à des affrontements. Ce qui peut rétablir une bonne entente entre les hommes, c'est un meilleur partage du bien commun.

IX - LES CRISES ANGLOPHONE ET SECURITAIRE A L'EXTREME NORD

36- Notre pays connaît actuellement deux grandes crises. D'abord la crise anglophone qui a éclaté en 2017, puis, la crise sécuritaire à l'Extrême Nord du Cameroun, caractérisée par des attaques violentes des *groupes* terroristes de la secte *Boko Haram*. C'est le Cameroun qui souffre dans sa chair de voir ses enfants s'entredéchirer et ses enfants assassinés tous les jours par des terroristes. Face à ces situations extrêmement douloureuses et inquiétantes, nous avons le devoir de demander au gouvernement de prendre toutes mesures nécessaires, pouvant réinstaurer la paix dans toutes les Régions en crise. Un Grand dialogue national a été convoqué du 30 septembre au 4 octobre 2019 à Yaoundé. Mais à ce jour, il n'a pas donné les résultats escomptés à cause du refus des autorités d'écouter les propositions des forces vives présentes à cette rencontre.

37- Nous devons prendre conscience que ces crises font beaucoup de mal à notre société, elles la détruisent considérablement sur le plan économique. Les dépenses militaires, les destructions des infrastructures publiques, la fermeture des écoles, les pertes en vies humaines, tout cela contribue à la paupérisation des populations, car les ressources qu'on aurait dû consacrer au développement des Régions sont entièrement englouties dans la guerre. Nous avons l'impression que ces crises profitent à certains individus, notamment, ceux qui sont opposés à toutes formes d'apaisement, ainsi que ceux qui, pour leurs intérêts personnels, s'accaparent des budgets alloués à la sécurité nationale. Cette crise nous concerne tous, elle requiert une mobilisation nationale afin que nous fassions quelque chose pour nos frères et sœurs qui souffrent tant de cette situation.

X- QUE DEVONS-NOUS FAIRE ?

38- Face à l'urgence de la situation qui prévaut en ce moment dans notre pays, nous nous faisons le devoir pastoral d'en appeler à une prise de conscience générale de tous les acteurs sociaux en vue de réconcilier les cœurs et de normaliser la vie sociale, en s'engageant dans des voies nouvelles. Pour cela, il convient que chaque Camerounais prenne la résolution d'apporter sa contribution dans la lutte contre les nombreux maux qui détruisent le pays. La situation grave que nous traversons exige que les citoyens aient à cœur de choisir des hommes et des femmes animés par le désir de changer ce que nous vivons actuellement. A l'idée de penser que nous ne pouvons rien faire pour remédier à la situation qui prévaut, cela nous place devant un fait : nous sommes tous perdants.

CONCLUSION

A la lumière des vertus évangéliques qui animent notre foi en Jésus-Christ, nous constatons tous que notre pays est malade dans tous les domaines, les dirigeants semblent ne plus savoir quoi faire. Leur entêtement à conduire la gestion de l'Etat est inquiétante. C'est pourquoi nous avons le devoir d'alerter sur les signes avant-coureurs de la mort lente de notre pays. Si nous ne le faisons pas, l'histoire nous tiendra pour complices de la destruction de l'avenir de millions de Camerounais.

Les Camerounais aspirent à une alternance dynamique, source de progrès et de développement économique, sinon, nous pourrions nous retrouver dans un abîme sans fond. Le malheur de notre pays provient justement de la fermeture aux options nouvelles que nous souhaitons tous.

Le Cameroun a besoin d'un nouveau paradigme et des hommes nouveaux pour sortir du borbier où il se trouve. Nous devons explorer de nouvelles voies pour sauver le pays, avec des hommes capables de proposer des solutions concrètes aux fléaux qui gangrènent le pays. Nous devons nous libérer des chaînes de la destruction et de la division qui ont pris le pays en otage. Nous nous demandons s'il y a une fatalité qui plane sur le Cameroun. Pourtant, Dieu nous a doté de toutes les richesses dont nous avons besoin pour mieux vivre. Cependant, la force destructive des hommes n'est pas au-dessus de l'amour de Dieu pour notre peuple. Ne nous décourageons pas, un

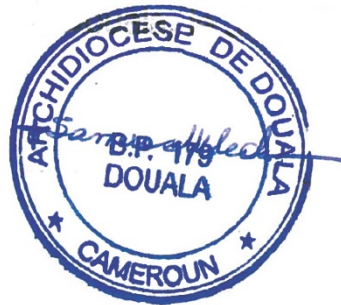
Cameroun nouveau est possible par la conversion des cœurs et des mentalités, si avec foi, nous déposons nos fardeaux au pieds de la Croix de Celui à qui rien n'est impossible et qui nous dit : « N'ayez pas peur, j'ai vaincu le monde » (Jn 16, 33).

Je renouvelle ici mon option constante pour la paix pour notre pays, avant, pendant et après les élections.

Que Marie, Mère du Prince de la Paix et Mère de tous les peuples de la terre, nous accompagne et nous soutienne, pas à pas, sur notre chemin de réconciliation, et qu'elle nous accorde d'être des artisans de paix.

Que le Dieu de la Paix nous bénisse et vienne à notre aide.

Donnée en la mémoire de Saint Dominique à Douala, le 08 août 2025.



+ Samuel KLEDA

Archevêque Métropolitain de Douala.